



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7516^e séance

Lundi 31 août 2015, à 10 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M ^{me} Ogwu	(Nigéria)
<i>Membres :</i>	Angola	M. Casimiro
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Xu Zhongsheng
	Espagne	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique	M. Pressman
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Delattre
	Jordanie	M. Omaish
	Lituanie	M ^{me} Murmokaitė
	Malaisie	M ^{me} Adnin
	Nouvelle-Zélande	M. Taula
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Tchad	M. Cherif
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité parue sous la cote S/2010/507

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité parue sous la cote S/2010/507

La Présidente (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

M. Barros Melet (Chili) (*parle en espagnol*) : Je ne saurais commencer mon intervention sans exprimer, au nom du Gouvernement chilien et en mon nom propre, à la suite de la disparition du Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, le général de corps d'armée José Luiz Jaborandy Jr, nos condoléances les plus sincères à sa famille, au Gouvernement brésilien et aux membres du Département des opérations de maintien de la paix. Ceux d'entre nous qui ont eu le privilège de connaître le général Jaborandy et de travailler à ses côtés, connaissaient ses qualités de dirigeant et son attachement à la paix et à la sécurité en Haïti. Nous avons perdu hier un grand soldat de la paix,

Nous vous félicitons, Madame la Présidente, ainsi que votre équipe, pour la façon remarquable dont vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité durant ce mois d'août.

Nous accueillons avec satisfaction la tenue de cette séance de synthèse, un outil important qu'il convient de maintenir. Je voudrais soulever quelques questions qui, selon nous, méritent de faire l'objet d'un suivi : l'exercice du droit de veto, le processus de sélection du ou de la prochain(e) Secrétaire général(e), la violence sexuelle et sexiste dans les conflits, et l'unité du Conseil de sécurité s'agissant des accords de paix et de non-prolifération conclus ces derniers mois.

Au mois de juillet, hélas, l'exercice du droit de veto (voir S/PV.7498) a empêché le Conseil d'adopter une résolution relative au crime de génocide. Encore une fois, nous appelons les membres du Conseil qui ont le droit de veto à s'abstenir de l'utiliser dans les cas de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de génocide. Nous appuyons le Code de conduite proposé par le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence à cette fin et nous espérons que nombre d'autres pays se

joindront à cette initiative et à d'autres initiatives allant dans ce sens.

Nous nous félicitons du débat informel du Conseil sur ses méthodes de travail et le recours au droit de veto, tenu durant la présidence de la Nouvelle-Zélande, ainsi que des consultations sur le processus de sélection du Secrétaire général – homme ou femme –. Nous espérons que le Conseil contribuera à ce processus dans un esprit d'ouverture et de transparence, en étroite collaboration avec l'Assemblée générale.

Le 24 août, les États-Unis et le Chili ont coprésidé la première réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria sur la question de la violence sexuelle et sexiste dans les situations de conflit, qui a porté sur les attaques ciblées menées par l'État islamique d'Iraq et du Levant contre les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexués. Cette séance a permis de recueillir des informations pertinentes de première main concernant des questions liées à la paix et la sécurité, notamment la protection des civils appartenant à des groupes vulnérables et la lutte contre le terrorisme. Cette séance a créé également un précédent en la matière, non seulement au Conseil mais également au sein de l'ensemble du système des Nations Unies, comme en témoigne la forte participation des États Membres et de la société civile.

Les consultations tenues avec le Secrétaire général sur les allégations d'exploitation et atteintes sexuelles commises par les soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ont mis en lumière la nécessité de prodiguer aux contingents une formation en matière de droits de l'homme et d'appliquer strictement la politique de tolérance zéro, en veillant à ce que les responsables soient traduits devant la justice et à ce que les victimes reçoivent des réparations et bénéficient des services de réinsertion. Le Système des Nations Unies doit se pencher attentivement sur cette question en mettant un accent particulier sur les défis auxquels les pays fournisseurs de contingents sont confrontés.

Cette situation, ainsi que les informations fournies par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Zainab Hawa Bangura, sur sa visite au Moyen-Orient, démontre que la violence sexuelle et sexiste doit être abordée dans les différents rapports du Secrétaire général au Conseil et dans le cadre des consultations, aussi souvent que nécessaire, et pas seulement dans le contexte de débats publics consacrés à cette question.

Une autre idée qui a été avancée est de déployer des conseillers pour la problématique hommes-femmes dans les missions en tant qu'outil de prévention, afin de prévenir notamment le recours à la violence sexuelle en tant que tactique de guerre ou tactique de la terreur.

L'adoption de la résolution 2231 (2015) la non-prolifération et de la résolution 2235 (2015) sur les armes chimiques en Syrie, ainsi que le traitement de la situation au Soudan du Sud, démontrent que le Conseil ne peut être efficace que s'il agit dans un esprit d'unité et en temps opportun. Enfin, l'action conjointe du Conseil qui a joué un rôle déterminant dans la signature d'un accord visant à mettre fin à un conflit armé de 20 mois au Soudan du Sud prouve qu'en faisant preuve de volonté et de beaucoup de souplesse, il est possible de trouver des compromis permettant de régler les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil, en dépit d'éventuelles divergences de vues légitimes. Nous estimons que c'est cette approche qui doit être suivie pour traiter d'autres questions. En effet, c'est cet esprit de travail constructif qui doit prévaloir pour que le Conseil puisse assumer ses responsabilités au titre de la Charte des Nations Unies.

Nous estimons que les sujets abordés ce mois-ci sous la rubrique « divers » sont utiles. Cependant, nous voudrions proposer que s'agissant des questions abordées sous la rubrique « divers » l'on privilégie un dialogue dynamique avec les intervenants et que le rédacteur fasse des progrès s'agissant du produit escompté, en s'attachant à recueillir des informations ou à mettre au point un produit plutôt que de s'en tenir à des discours répétitifs.

Pour terminer, nous souhaitons plein succès à la Fédération de Russie pour sa présidence en septembre et nous réitérons notre appui et notre engagement à coopérer avec elle d'une manière constructive.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : D'emblée, à l'instar de Cristián, je voudrais présenter mes condoléances à la direction des Nations Unies, à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et au Gouvernement brésilien suite au décès tragique du général Jabornady, de la MINUSTAH.

Madame la Présidente, je voudrais également m'associer à Cristián pour vous remercier, ainsi que votre équipe, pour un mois d'août très fructueux. Ce fut un mois très chargé, mais je pense qu'en tant que présidente, vous avez apporté au Conseil une unité bienvenue s'agissant de plusieurs questions importantes – notamment la Syrie.

Je voudrais me concentrer sur trois thèmes aujourd'hui. Premièrement, je voudrais profiter de cette séance pour me pencher sur nos succès ce mois-ci et sur la façon dont nous pouvons y faire fond. Deuxièmement, je voudrais évoquer brièvement les sujets pour lesquels nous n'avons pas pu parvenir à un accord, y compris certains événements survenus en juillet. Enfin, je voudrais revenir sur nos méthodes de travail et examiner si elles ont été aussi efficaces que possible.

Le mois dernier, le Conseil a couvert un large éventail des questions, notamment le rôle des organisations régionales et sous régionales s'agissant de notre action dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, l'importance de la réforme du secteur de sécurité pour une consolidation de la paix viable et la nécessité vitale de tirer des enseignements de l'épidémie d'Ebola qui a éclaté l'an dernier, en renouvelant notre engagement de parvenir à l'objectif de zéro infections. Madame la Présidente, je me félicite de ce que sous votre présidence, vous avez porté à l'attention du Conseil diverses questions, comme celles que je viens de mentionner. Toutefois, je voudrais me concentrer sur les discussions tenues ce mois-ci sur la Syrie.

La résolution 2235 (2015) sur la création du Mécanisme d'enquête conjoint est un important pas en avant pour que les responsables de l'emploi barbare de produits chimiques en Syrie en tant qu'armes répondent de leurs actes. Pendant trop longtemps, le Conseil s'est montré moins efficace que nous l'aurions souhaité face aux informations qui ne cessaient de lui parvenir concernant l'emploi ignoble du chlore et de l'ypérite contre des civils. Nous attendons avec impatience la mise en œuvre rapide de cette résolution dans les semaines à venir. Les informations faisant état de l'emploi par l'État islamique d'Iraq et du Levant d'armes chimiques sont inquiétantes et doivent faire l'objet d'une enquête, mais elles n'excusent nullement l'emploi continue par le régime syrien de ces armes.

Dans la déclaration de la Présidente (S/PRST/2015/15) portant sur les activités de l'Envoyé spécial, M. De Mistura, le Conseil a réitéré son engagement en faveur d'une solution politique en Syrie, basée sur la mise en œuvre du communiqué de Genève. Ce fut le premier signal lancé dans un esprit d'unité par le Conseil sur cette question depuis 18 mois. Il s'agit là de deux mesures qui se sont fait trop attendre. Les attaques inquiétantes contre Douma et la réunion organisée selon la formule Arria sur les persécutions dont font l'objet les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres

ont démontré qu'il reste encore beaucoup à faire, mais nous ne devons pas être découragés par l'ampleur de la tâche. Ces deux petits pas en avant nous semblaient hors de portée lors de notre dernière séance récapitulative en juin (voir S/PV.7479). Profitons de l'élan et de l'unité de ce mois-ci et redoublons d'efforts pour mettre un terme à ces combats qui durent depuis plus de quatre ans.

Nous sommes conscients de ce que nous pouvons accomplir lorsque nos efforts diplomatiques vont dans le même sens. La résolution 2231 (2015) adoptée le mois dernier relative à l'accord sur le programme nucléaire iranien a montré clairement comment un Conseil uni, travaillant en étroite collaboration avec les organisations régionales, comme l'Union européenne, peut avoir une influence sur le cours des événements. Dans un monde où se multiplient les menaces à la paix et la sécurité internationales, le règlement de cette question nous a apporté beaucoup de satisfaction. Je tiens à rendre hommage à Gerard et à son équipe, à savoir la délégation néo-zélandaise, de la façon dont ils ont dirigé les efforts du Conseil s'agissant de cette question importante.

Malheureusement, en juillet, nous avons également été témoins des conséquences catastrophiques des divisions. Nous avons une occasion de rendre justice à ceux qui ont été tragiquement tués lors de la chute de l'avion affrété pour le vol MH17 de la Malaysian Airlines et une occasion inégalable nous a été offerte de saluer la mémoire des personnes assassinées lors du génocide de Srebrenica et de faire avancer la cause de la réconciliation en Bosnie. À ces deux occasions, nous n'avons pas pu agir à cause des agissements d'un membre du Conseil. Cela ne peut pas continuer ainsi si le Conseil veut garder sa crédibilité. Nous avons été confrontés à des défis plus graves s'agissant de notre crédibilité collective au cours des derniers mois. Nous ne pouvons pas et ne devons pas fermer les yeux devant les allégations choquantes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises par des Casques bleus des Nations Unies. Ces terribles informations doivent faire l'objet d'une enquête rapide et approfondie. Je me réjouis de la réaction du Secrétaire général qui a tenu à saisir le Conseil dès que ces allégations ont été faites.

Cette capacité de réagir rapidement démontre que l'impact de l'action du Conseil n'est pas toujours fonction de ses produits, mais aussi de ses méthodes de travail. Je félicite la Présidente d'avoir eu la bonne idée d'examiner les situations au Burundi, en Guinée-Bissau et au Burkina-Faso sous la rubrique « Questions diverses », d'avoir donné un visage humain aux conséquences du

virus Ebola en invitant un intervenant qui a travaillé sur le terrain à prendre la parole devant le Conseil et de s'être attachée à adopter des points de presse fermes et clairs, ce qui nous a permis de faire connaître au monde entier nos activités. Ses efforts ont été une continuation bienvenue des mesures prises par Gerard pour donner un caractère plus interactif et plus informel à nos consultations.

Pour terminer, qu'il me soit permis de me féliciter que la présente séance a été tenue en public. C'est important de partager nos succès et de parler franchement de nos faiblesses devant un public le plus large possible. En œuvrant de concert de cette manière, nous pourrions améliorer notre efficacité à l'avenir et relever les défis qui nous attendent. Je me réjouis à l'idée de m'atteler à cette tâche sous la présidence russe.

M. Delattre (France) : Je voudrais d'abord rendre hommage au Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et exprimer mes condoléances à sa famille et à ses proches.

Je tiens à remercier chaleureusement l'Ambassadrice Joy Ogwu et toute l'équipe nigériane pour le travail accompli. Vous avez parfaitement géré l'agenda d'un mois dense au cœur de l'été new-yorkais, avec pragmatisme, talent, disponibilité, et je veux saluer également votre souci de synthèse et d'explication des travaux menés. Vous avez placé la question du maintien de la paix au cœur de votre programme, préparant ainsi la réflexion collective que nous devons à l'Organisation pour son soixante-dixième anniversaire. Je retiendrai en premier lieu l'excellent débat (voir S/PV.7505) organisé sur les organisations régionales et les défis contemporains pour la sécurité mondiale. En effet, les recommandations du rapport (voir S/2015/446) du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix des Nations Unies, comme le Secrétaire général l'a rappelé, nous incitent à renforcer les partenariats, dans la stricte application du Chapitre VIII, avec les organisations régionales, et notamment l'Union africaine et l'Union européenne.

Mais le mois d'août a aussi connu ses développements positifs. Certes, nous ne pouvons céder à la satisfaction, mais je veux souligner plusieurs dossiers.

D'abord, le Conseil a su retrouver l'unanimité sur le dossier syrien avec l'adoption de la résolution 2235 (2015) établissant une mission d'investigation et d'attribution sur l'usage de chlore comme arme chimique en Syrie, et

qui montre qu'il ne saurait y avoir d'impunité face à des crimes aussi graves. Cet espoir a été prolongé, consolidé par l'adoption le 17 août d'une déclaration présidentielle (S/PRST/2015/15) en soutien au processus politique relancé par M. Staffan de Mistura. Ce cadre étant posé, nous devons désormais ne pas oublier la situation des populations civiles qui ont payé un trop lourd tribut à ce conflit. Dès le 18 août, les raids aériens qui ont frappé de manière indiscriminée Douma avec une centaine de morts et de nombreux blessés ont rappelé quel cas les autorités syriennes font de leur propre population. Dans l'attente de la mise en place de la transition politique, la communauté internationale se doit de rappeler que c'est aux États qu'incombe, en premier lieu, la responsabilité d'assurer la sécurité de leur population. La France continuera de travailler sans relâche pour que soit assurée la protection des populations civiles contre les attaques les plus meurtrières, en particulier les bombardements indiscriminés du régime aux barils d'explosifs, et pour concrétiser la solution politique que chacun appelle de ses vœux. L'un n'ira pas sans l'autre.

Madame la Présidente, je veux parler aussi d'un autre événement intervenu sous votre présidence : la signature d'un accord de paix au Soudan du Sud et la déclaration présidentielle (S/PRST/2015/16) adoptée le 29 août, qui invite les parties à mettre pleinement en œuvre leurs engagements dans leur intégralité. Ce moment important, alors que la situation sécuritaire et humanitaire n'a cessé de se dégrader, montre, s'il en était besoin, en lien avec votre débat général, le rôle essentiel de médiation des organisations régionales, et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans la crise au Soudan du Sud.

Madame la Présidente, le maintien de la paix qui a constitué le fil de rouge de votre présidence passe par le renouvellement du mandat d'opérations des Nations Unies. Par la résolution 2236 (2015), nous avons renouvelé le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, qui joue un rôle essentiel au Liban pour préserver la cessation des hostilités. La déclaration présidentielle du 29 août sur le Soudan du Sud (S/PRST/2015/16) affirme la disposition du Conseil à adapter le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud pour mettre en œuvre l'accord récemment signé.

Je veux saisir cette occasion pour souligner l'action courageuse des soldats et personnels du maintien de la paix. Nous l'avons vu, par exemple, avec les efforts de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali en vue de ramener

le calme sur le terrain lors des graves affrontements armés dans la région de Kidal en violation des accords signés le 15 mai et le 20 juin au Mali. Ils ne peuvent voir leur réputation ternie par les exactions de certains d'entre eux. Ce mois d'août a vu la liste des allégations d'abus sexuels en République centrafricaine s'étendre. Le Conseil a pu exprimer son émotion et sa colère, et soutenir l'action résolue du Secrétaire général pour la mise en œuvre de la politique de tolérance zéro. Je veux assurer à nouveau les membres du Conseil de sécurité de l'entière détermination de la France pour faire la lumière sur les allégations qui concernent les soldats français. Nous voulons apporter notre plein soutien à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine et au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Parfait Onanga-Anyanga, en ce moment douloureux, mais aussi crucial pour la transition politique en République centrafricaine.

Mon propos ne tracerait pas un tableau réaliste si je n'évoquais d'un mot les situations de tension, dont les populations civiles demeurent les premières victimes. Il s'agit d'abord du Burundi, qui est pris dans une spirale de violence depuis les élections. Il n'y a désormais qu'un seul impératif, qui est celui de la reprise du dialogue. Or, celui-ci prend du retard au risque du pire et d'une contagion régionale. Revenons ici au rôle des organisations régionales dans la prévention et la gestion des crises; il sera essentiel. La Communauté d'Afrique de l'Est est en première ligne, mais elle doit être appuyée par l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies. Immobilisme n'égale pas stabilité, et nous devons tous collectivement et individuellement amener les parties à la recherche de l'apaisement et d'une solution consensuelle. Au Burundi, comme sur d'autres théâtres de crises politique et sécuritaire, le caractère inclusif du dialogue sera la clef de la solution.

L'appel que nous lançons s'applique de la même manière à la Guinée-Bissau. Le Conseil, ainsi que la Commission de consolidation de la paix, ont constaté un accroissement des tensions lourdes d'hypothèques pour le pays et sa population, d'autant qu'elles pourraient remettre en cause les acquis substantiels enregistrés par le pays depuis 2012. L'unité du Conseil et de la communauté internationale adresse un message fort aux autorités bissau-guinéennes pour les enjoindre de préférer le dialogue à la confrontation, avec l'appui, là aussi, des organisations régionales et notamment de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Au Yémen, M. Stephen O'Brien est revenu de son déplacement avec un constat et des chiffres très alarmants sur la situation humanitaire dans le pays. La France rappelle que la résolution 2216 (2015) demande à toutes les parties le plein respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme applicable. Nous réitérons notre appel à la mise en œuvre d'une pause humanitaire inconditionnelle, le cas échéant, avec un mécanisme de surveillance, et à une reprise immédiate et sans préconditions d'un dialogue inter-yéménite véritablement inclusif sous l'égide de l'Envoyé spécial.

Enfin, s'agissant de la Libye, le Conseil a été suffisamment patient, et il est temps que le dialogue aboutisse dans un calendrier proche, avec la formation d'un gouvernement d'accord national. À défaut, la menace terroriste ne cessera de s'étendre et nous ne pourrions apporter une réponse durable aux défis migratoires qui touchent le pays. Nous apportons tout notre appui à l'Envoyé spécial, M. Bernardino León, dans ce moment crucial, et nous nous tenons prêts à peser de tout notre poids pour dissuader ceux qui se montrent intransigeants et refusent de se joindre à un accord.

Nous n'oublions pas que ce mois-ci a été endeuillé par de terribles attentats et attaques terroristes qui ont frappé plusieurs pays, dont le vôtre, Madame la Présidente, du fait de Boko Haram, mais aussi l'Arabie saoudite, du fait de Daech. La liste serait malheureusement trop longue. Notre détermination à lutter contre les fléaux du terrorisme et du radicalisme est entière. Plus que jamais l'unité du Conseil est nécessaire pour faire barrage aux fanatiques. Dans le prolongement de son débat ministériel du 27 mars (voir S/PV.7419), la France organisera le 8 septembre à Paris une conférence sur la préservation de la diversité et du pluralisme au Moyen-Orient. Nous sommes convaincus que nous ne pouvons protéger les populations de la violence ethnique et religieuse dont Daech a fait sa marque de fabrique, que si les États reposent sur une coexistence des communautés en leur sein.

À la veille de l'ouverture de la soixante-dixième Assemblée générale des Nations Unies, nous constatons que les défis sont immenses et que l'unité et la mobilisation du Conseil en faveur du maintien de la paix sont plus que jamais décisives. Ce mois d'août, grâce à vous, Madame la Présidente, lance cette séquence sous le signe de la mobilisation et de l'espoir.

Je voudrais conclure en remerciant de nouveau chaleureusement la présidence nigériane et en souhaitant bonne chance à la Russie, qui peut bien sûr compter sur notre plein et entier soutien.

M^{me} Adnin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je me fais l'écho de ce qu'ont dit les orateurs qui m'ont précédée pour vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que l'équipe nigériane, de la manière calme et sereine dont vous avez dirigé et guidé les travaux du Conseil en août. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir décidé d'organiser la présente séance récapitulative. Puisque la Nouvelle-Zélande avait l'intention de convoquer une telle séance à la fin de sa présidence du Conseil, dans ma déclaration j'aborderai également brièvement les travaux menés par le Conseil en juillet.

Nous apprécions l'attention incisive que le Nigéria s'est efforcé d'accorder à certaines questions durant sa présidence, notamment les organisations régionales et les défis contemporains en matière de sécurité mondiale, la réforme du secteur de la sécurité, l'épidémie d'Ebola et la violence sexuelle en période de conflit, en particulier dans la région du Moyen-Orient, ainsi qu'à l'examen de nombreuses situations propres à certains pays. De l'avis de ma délégation, août a été un mois très productif au Conseil s'agissant de ses efforts pour venir à bout de la situation catastrophique en Syrie. L'adoption à l'unanimité de la résolution 2235 (2015) concernant la création du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies, chargé d'identifier les responsables de l'utilisation comme armes, dans le cadre du conflit syrien, de produits chimiques, nous semble marquer une étape importante sur la voie de la responsabilisation des auteurs de ces crimes abjects.

À cet égard, la Malaisie considère également que l'adoption de la déclaration présidentielle S/PRST/2015/15, qui, entre autres, présente les propositions de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, sur la mise en œuvre des dispositions du Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe), offre au Conseil et aux parties syriennes une occasion exceptionnelle de mettre en place une meilleure coordination tout en respectant pleinement la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et de tous les autres États touchés. Nous réaffirmons également qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit syrien et que toutes les parties au conflit doivent respecter les résolutions pertinentes du Conseil, en particulier la résolution 2165 (2014), qui exige que l'aide humanitaire

puisse parvenir immédiatement et sans entrave à tous ceux qui sont touchés par le conflit.

Dans le même temps, la Malaisie estime que les méthodes de travail employées concernant cette déclaration présidentielle auraient pu être améliorées. Certes, nous avons pleinement conscience des prérogatives des membres permanents, mais nous pensons que, sur cette question particulière, les membres non permanents auraient dû être mis à contribution dès le départ. À l'avenir, nous attendons avec intérêt que le Mécanisme d'enquête conjoint devienne opérationnel, et, à cet égard, nous espérons que son mandat sera adopté promptement.

Une autre question marquante abordée en août a été le Soudan du Sud. Nous sommes particulièrement encouragés par l'attitude constructive et flexible ayant permis au Conseil d'adopter une position unifiée, qui s'est traduite dans la déclaration présidentielle S/PRST/2015/16. La conclusion de l'accord pour le règlement du conflit au Soudan du Sud offre au pays l'occasion d'emprunter une nouvelle voie, et nous attendons avec impatience son application. À cet égard, à l'instar des autres membres du Conseil, de l'ONU et des autres partenaires intéressés et parties prenantes, la Malaisie réaffirme son appui au peuple sud-soudanais dans ce nouveau départ.

Le thème de la violence sexuelle en période de conflit a également été examiné par le Conseil en août – d'abord, du fait des allégations d'abus sexuels perpétrés par les soldats de la paix de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (voir S/PV.7500), puis au cours de la séance d'information tenue à huis clos au cours de laquelle la Représentante spéciale du Secrétaire général, Zainab Bangura, a rendu compte de sa récente visite dans la région du Moyen-Orient et a mis l'accent sur les effroyables violences et sévices sexuels dont sont victimes les femmes et les filles dans le cadre des conflits qui font rage en Syrie et en Iraq, comme il ressort de la déclaration à la presse SC/12027. Sur ce point, la Malaisie estime que le Conseil a un rôle supplémentaire à jouer pour veiller à ce que ces crimes ne restent pas impunis.

Le problème du terrorisme et des attaques terroristes continue de porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales, comme l'attestent les diverses attaques abordées par le Conseil dans plusieurs déclarations à la presse. À cet égard, ma délégation tient, bien que tardivement, à féliciter la Lituanie et l'Espagne

d'avoir organisé et accueilli avec succès la réunion spéciale du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, qui s'est tenue le 28 juillet à Madrid.

Avant de conclure, je voudrais me pencher brièvement sur les travaux menés par le Conseil durant le mois de juillet sous la présidence de la Nouvelle-Zélande.

Ma délégation saisit cette occasion pour, une nouvelle fois, féliciter chaleureusement l'Ambassadeur Van Bohemen et l'équipe néo-zélandaise du brio avec lequel ils ont dirigé les travaux du Conseil au cours d'un mois qui s'est révélé très chargé. En tant que membre non permanent du Conseil, nous sommes très reconnaissants à la Nouvelle-Zélande des efforts qu'elle a déployés pour redynamiser les méthodes de travail du Conseil et aborder des questions difficiles comme le veto.

La position énergique et unifiée affichée par le Conseil avec la résolution 2231 (2015), qui a été adoptée sous l'égide de la Nouvelle-Zélande, a clairement montré que le Conseil était parfaitement capable d'unité. C'est là quelque chose que nous devrions systématiquement nous efforcer d'obtenir. De fait, l'unité du Conseil sur la question nucléaire iranienne, sur le Soudan du Sud et sur le Mécanisme d'enquête conjoint concernant la Syrie attestent de l'intérêt de privilégier avec obstination la diplomatie, le dialogue et les négociations, afin d'apporter des contributions positives et, espérons-le, durables à la paix et la sécurité internationales.

Je profite de l'occasion pour souhaiter plein succès à l'Ambassadeur Churkin et à son équipe à l'occasion de leur accession à la présidence du Conseil en septembre. Je tiens à réaffirmer l'attachement de la Malaisie à des échanges constructifs avec la présidence et avec tous les membres du Conseil, pour permettre au Conseil de s'acquitter de ses mandats de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible.

Enfin, je tiens à exprimer les sincères condoléances de ma délégation suite au décès du général de corps d'armée José Luiz Jaborandy Jr, Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

M. Ramírez Carreño (Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous tenons tout d'abord à exprimer notre sympathie suite au décès du général de corps d'armée José Luiz Jaborandy Jr, Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, et à faire part de toutes nos condoléances à sa famille, à ses amis et au Gouvernement brésilien.

Nous nous associons aux autres orateurs pour vous féliciter, Madame la Présidente, pour la manière constructive et compétente avec laquelle vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois d'août, et du leadership dont vous avez fait preuve face aux questions complexes dont nous avons été saisis au cours de ce mois, lequel a été marqué par des événements importants.

Le 7 août, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 2235 (2015), portant création du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies, qui sera chargé d'enquêter sur les attaques au gaz de chlore en Syrie. Le Venezuela se félicite des résultats obtenus par le Gouvernement syrien dans le cadre de l'application de la résolution 2118 (2013) avec la destruction de 99 % de ses armes chimiques, qui sont désormais en dehors de son territoire. Cependant, nous sommes préoccupés par les récentes informations selon lesquelles des armes chimiques ont été utilisées par des groupes terroristes. Le Venezuela a voté pour la résolution 2235 (2015) car nous sommes convaincus qu'utiliser des agents chimiques toxiques comme armes constitue un crime de guerre. À cet égard, nous accueillons favorablement la lettre du Secrétaire général en date du 27 août, dans laquelle est formulé le cahier des charges destiné à orienter les travaux du Mécanisme, notamment s'agissant de l'importance d'entretenir une coopération étroite avec le Gouvernement syrien. Nous espérons que les travaux du Mécanisme insuffleront l'élan nécessaire au processus de paix en Syrie et dans la région.

Le Venezuela est attaché à un règlement politique du conflit en Syrie et appuie sans réserve les efforts déployés à cette fin par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura. C'est pourquoi mon pays s'est associé au consensus pour l'adoption de la déclaration présidentielle S/PRST/2015/15 du 17 août 2015. Toutefois, comme nous l'avons clairement déclaré, le Venezuela ne souscrit pas aux paragraphes 8 et 10 de ladite déclaration, lesquels promeuvent une transition politique, y compris en mettant en place un gouvernement de transition sans le consentement du Gouvernement syrien, ce qui viole la souveraineté, l'indépendance politique et l'autodétermination du peuple du pays.

Notre pays a souligné qu'il était nécessaire d'éviter de répéter les graves erreurs politiques commises en Iraq et en Libye, où un changement de gouvernement par la force a fait s'effondrer les institutions d'État, aggravé

la violence au Moyen-Orient et en Afrique et créé les conditions propices à l'émergence et à la consolidation de groupes terroristes comme Al-Qaida et Daech en Iraq et en Syrie.

En tant que membre non permanent du Conseil, nous exigeons que la pratique non démocratique, qui consiste à exclure des négociations les membres élus du Conseil de sécurité et qui a caractérisé le processus de négociation de la déclaration présidentielle, cesse une fois pour toutes. L'unité du Conseil exige que tous ses membres participent pleinement à la réalisation de la paix et de la sécurité internationales.

S'agissant de la guerre au Yémen, le Venezuela se prononce aussi en faveur d'un règlement pacifique et politique de la crise dans ce pays frère. Nous appuyons pleinement les efforts de médiation menés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, et nous regrettons qu'en raison du conflit, des milliers de civils aient été tués ou blessés et que plus d'un million de personnes aient été forcées d'abandonner leurs maisons et de chercher refuge ailleurs, comme l'a indiqué M. O'Brien dans ses différents exposés. Nous constatons avec une vive préoccupation que des attaques délibérées ont été menées par toutes les parties au conflit contre des civils, des maisons, des hôpitaux, des écoles et des routes et nous demandons d'urgence qu'il soit mis fin aux bombardements aveugles qui ont débuté le 25 mars dernier. Nous exigeons le respect de la pause humanitaire, qui fait depuis si longtemps l'objet de longs débats au Conseil.

Le Venezuela espère que le Soudan du Sud retrouvera la paix et la sécurité. Mon pays est convaincu que l'accord conclu entre les parties au conflit marque un important jalon dans le processus de négociation long et complexe mené par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la configuration IGAD-Plus, qui rassemble l'ONU et l'Union africaine. C'est aux dirigeants du Soudan du Sud qu'il appartient maintenant de s'en tenir aux termes de l'Accord, dans le cadre d'un dialogue ouvert à tous aux fins de la réconciliation et de la reconstruction de leur pays. Nous encourageons les parties au conflit, dont dépend maintenant la paix, à être à la hauteur de ce moment historique et à tout mettre en œuvre pour parvenir à une paix durable.

Nous nous félicitons de ce que les pays africains et leurs organisations régionales aient assumé l'essentiel de la responsabilité du processus de paix. À cet égard, nous rappelons une phrase que vous avez vous-même

prononcée, Madame la Présidente, lors du débat public du 18 août sur les organisations régionales et les défis contemporains en matière de sécurité mondiale, dans laquelle vous aviez dit qu'« aujourd'hui, il est évident que la régionalisation de la sécurité mondiale connaît une rapide et remarquable montée en puissance » (voir S/PV.7505). L'ONU doit avoir pour rôle de fournir un appui soutenu au renforcement des capacités des organisations régionales afin que celles-ci puissent s'acquitter des tâches liées au règlement des conflits et au maintien de la paix au nom de la communauté internationale. À cet égard, nous appuyons la proposition de mettre en place un mécanisme de coopération permanent entre l'ONU et les organisations régionales, qui permettra de convoquer régulièrement des réunions en vue de promouvoir la coopération entre ces organisations et l'ONU.

Il importe aussi de garder à l'esprit qu'il faut avoir l'autorisation du Conseil de sécurité pour toute opération menée par des organisations régionales et des coalitions prévoyant l'emploi de la force, car ce n'est qu'en respectant la Charte des Nations Unies que le recours aux mesures coercitives revêtira une légitimité internationale.

Le Venezuela se joint aux pays qui ont condamné avec force les actes de violence et d'abus sexuels commis dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Nous appuyons la politique de tolérance zéro relativement aux enquêtes menées sur les cas signalés en République centrafricaine. Nous appuyons toutes les mesures juridiques et administratives nécessaires pour sanctionner ces cas d'abus inacceptables contre la population civile, que les Casques bleus des Nations Unies doivent protéger et aider.

Pour ce qui est de la réforme du secteur de la sécurité, le Conseil doit examiner de façon plus approfondie toutes les questions de sécurité dans les pays victimes d'une intervention militaire étrangère qui a entraîné l'effondrement des institutions de l'État. Les expériences terribles et traumatisantes que nous observons en Iraq et en Libye devraient nous pousser à y réfléchir sérieusement. L'effondrement des institutions publiques suite à l'intervention militaire étrangère et la fragmentation de la société en tant que stratégie d'occupation et de domination de la population, y compris le recours à la violence sexuelle et communautaire pour terroriser et punir les catégories de la population accusées d'aider l'ancien régime, en plus des terribles conséquences sociales et humanitaires de la guerre, ont favorisé le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme

de mouvements tels que l'EIIL et autres groupes violents qui constituent aujourd'hui la principale menace à la paix et à la sécurité dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Mon pays souhaite appeler l'attention du Conseil sur la question toujours en souffrance à son ordre du jour : le conflit entre la Palestine et la puissance occupante, Israël. En ne cessant de reporter la solution des deux États, nous ne faisons que favoriser une culture de la violence et de l'extrémisme. Il faut de toute urgence que le Conseil reprenne ses efforts visant à relancer le processus de paix et favorise un règlement politique qui mette fin à l'occupation illégale des territoires palestiniens par Israël. Nous espérons accueillir la Palestine en tant que membre à part entière de l'ONU à sa soixante-dixième session.

Enfin, nous voudrions souhaiter plein succès et exprimer tout notre appui à la Fédération de Russie qui accède à la présidence du Conseil en septembre.

M. Pressman (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant toute chose me joindre à mes collègues pour exprimer nos condoléances les plus sincères suite au décès du Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, le général de corps d'armée José Luiz Jaborandy Jr. Je sais que sa présence et le leadership dont il faisait preuve manqueront beaucoup à tous ceux qui l'ont connu et travaillé avec lui au sein de la Mission.

Au cours des quelque 70 années qui se sont écoulées depuis que le Conseil de sécurité a été créé, nous et ceux qui nous ont précédés nous sommes réunis dans divers forums consacrés à des populations vulnérables touchées par un conflit – le sort des enfants en temps de conflit armé, les femmes et la paix et la sécurité. Nous avons aussi pris des mesures et adopté des résolutions visant à protéger des biens matériels – d'importants objets culturels menacés par les conflits en général et la barbarie de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en particulier. Mais alors même que nous prenions des mesures face aux attaques barbares de l'EIIL contre certains objets culturels inestimables de notre civilisation, nous n'avons pas accordé l'importance voulue aux attaques monstrueuses menées par l'EIIL contre des personnes perçues comme étant différente, des personnes perçues comme étant homosexuelles. La semaine dernière, cela a changé. Si les anciennes reliques méritent notre attention – et elles la méritent vraiment – les populations vulnérables particulièrement ciblées et victimes de lapidations, de

tortures et d'exécutions en temps de conflit, méritent aussi notre attention. Il ne s'agit pas d'une cause de l'Occident ou d'une campagne de la gauche. Pour promouvoir la protection des droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres (LGBT) en temps de conflit, il faut respecter les obligations souscrites au titre de la Charte des Nations Unies. Pour reprendre les termes de la Cour suprême de ce pays, « la nature de l'injustice est qu'il n'est pas toujours sûr que nous ayons à l'observer de notre vivant ».

Lutter contre l'injustice que constituent les violations des droits de l'homme est une cause que tous nos pays se sont engagés à défendre. Et le moment est venu pour nous de reconnaître ce que cela veut dire dans sa globalité et de nous en faire les champions. Les fondateurs de l'ONU ont envisagé – et, en fait, mandaté – que les peuples des Nations Unies soient, selon les termes utilisés dans la Charte, « résolus à proclamer notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine ». La semaine dernière, lors d'une première réunion organisée selon la formule Arria au Conseil de sécurité, avec le Chili, sur le ciblage par l'EIIL des LGBT, nous avons pris ensemble l'importante décision de concrétiser l'ambition de la Charte et d'assumer notre responsabilité de défendre les personnes vulnérables en temps de conflit. La première des choses à faire dans ce sens c'est de se montrer prêt à en parler ouvertement. La semaine dernière nous avons entamé cette importante discussion.

Ce mois-ci, à l'instar de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, et du Secrétaire général adjoint, M. Steven O'Brien, nous avons condamné le raid aérien meurtrier mené par le régime d'Al-Assad contre un marché de Douma, une banlieue de Damas, un raid venu près de deux ans jour pour jour après l'utilisation par ce régime de l'arme chimique dans la même zone. La dernière attaque a été, comme il se doit, au centre de l'attention du Conseil, et les dernières victimes ont rejoint les milliers de Syriens innocents tués par les attaques menées par le régime d'Al-Assad ciblant délibérément des zones civiles, y compris des mosquées, des écoles et des hôpitaux.

Au Soudan du Sud, nous avons œuvré de concert pour veiller à ce qu'un accord de paix soit signé par les parties concernées à l'appui des efforts régionaux faits à cet égard. Nous avons entendu un exposé du Vice-Secrétaire général, que je remercie de son dynamisme, et nous avons fait en sorte que tous les acteurs soient bien

conscients de ce que le Conseil était disposé à faire si des progrès en faveur de la paix n'étaient pas accomplis.

Le 26 août, et grâce au message unifié de la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, un accord de paix auquel les Sud-Soudanais aspiraient depuis plus de 20 mois a enfin été signé. Cela ne suffit pas en soi. Commence maintenant la tâche difficile de l'application de cet accord. Le Conseil de sécurité doit préserver l'unité dont nous avons fait montre ces dernières semaines sur cette question et s'assurer que toutes les parties savent qu'il n'y a qu'une seule voie à suivre : la mise en œuvre intégrale de l'accord signé. Toute entorse doit appeler des mesures résolues et fermes. C'est de cette façon que nous pouvons, ensemble, appuyer au mieux ce jeune pays en ce moment décisif, alors qu'il a la possibilité de s'éloigner de la guerre meurtrière.

Ce mois, nous avons également dû faire face à de multiples terribles cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles dont seraient responsables des soldats de la paix déployés pour protéger certaines des populations les plus vulnérables au monde. Ces informations faisant état de tels actes nous obligent à être aux prises avec les défaillances dans la façon dont l'Organisation et certains de ses Membres s'attaquent à ce problème. Pour que la tolérance zéro ait un quelconque sens, nous devons modifier notre niveau de tolérance à l'égard des résultats obtenus jusque-là par nos efforts collectifs. À l'évidence, il faut faire beaucoup plus, et de toute urgence.

S'agissant du Burundi, les États-Unis demeurent vivement préoccupés par l'absence de tout dialogue sérieux. Le Gouvernement burundais continue de faire dangereusement obstacle à la réouverture d'un dialogue franc et exhaustif. Ce rejet de pourparlers, associé à l'obstruction par le Gouvernement des activités menées par les observateurs de l'Union africaine en matière de droits de l'homme et de désarmement et aux discours de nature à créer des divisions, est extrêmement dangereux. Le temps est venu pour le Gouvernement burundais de s'employer activement à adoucir le discours et à commencer à faire progresser les efforts de paix par le dialogue. Les pays concernés, y compris la Communauté d'Afrique de l'Est, considèrent qu'un dialogue politique ouvert à tous et exhaustif est le seul moyen crédible de rétablir la paix et la stabilité au Burundi.

Je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que votre délégation d'avoir convoqué, le 13 août, la séance d'information sur l'Ebola (voir S/PV.7502). Les

États-Unis saluent les efforts collectifs déployés dans la région et au-delà afin de lutter contre l'Ebola et ses effets qui continuent de toucher les populations d'Afrique de l'Ouest. Nous restons déterminés à parvenir à zéro cas, et à rester à zéro cas, et à aider les gouvernements de ces pays dans leurs efforts de reconstruction et de relèvement.

Nous avons été particulièrement émus par l'exposé présenté par l'épidémiologiste libérien et militant local, le docteur Mosoka Fallah, qui a parlé de la compassion et de la détermination avec lesquelles les Libériens ordinaires s'étaient attaqués de front au virus Ebola.

Enfin, je remercie la délégation nigériane de la façon dont elle a dirigé les travaux du Conseil de sécurité ce mois. Madame la Présidente, d'après le décompte effectué par mon équipe, c'est la quatrième fois que vous présidez le Conseil de sécurité. Il faut revenir au mandat de l'ancienne Secrétaire d'État, Madeleine Albright, en tant que Représentante permanente des États-Unis pour trouver un Représentant permanent qui a supervisé les travaux du Conseil autant de fois que vous. Nous avons profité de votre sagesse et de votre expérience et nous vous remercions, Madame la Présidente, ainsi que la délégation nigériane, de votre esprit d'initiative.

M. Taula (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Nigéria d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui, et nous nous associons aux collègues qui ont adressé leurs condoléances suite au décès du Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Nous tenons aujourd'hui à faire des observations sur les travaux du Conseil de sécurité réalisés en août et en juillet, lorsque nous assumions la présidence. Nous considérons que les séances de synthèse sont une occasion d'examiner d'un œil critique de quelle manière les 15 membres du Conseil peuvent travailler ensemble de façon avec plus d'efficacité afin d'obtenir de meilleurs résultats de la part de tous les États Membres de l'ONU, que nous représentons.

Ces deux derniers mois, tout ne s'est pas passé comme nous l'aurions souhaité. Nous avons cependant vu des exemples frappants de ce que le Conseil peut faire quand nous parvenons à l'unité. L'adoption unanime, le 20 juillet, de la résolution 2231 (2015) (voir S/PV.7488), approuvant le Plan d'action global commun relatif au programme nucléaire iranien, a démontré cela, au sujet d'une question qui revêt une très grande importance pour la paix et la sécurité internationales.

Le 17 août, nous avons adopté une déclaration présidentielle d'une importance décisive concernant la Syrie (S/PRST/2015/15), exprimant l'appui du Conseil à la démarche énoncée par l'Envoyé spécial concernant la voie à suivre (voir S/PV.7504). C'était un exemple trop rare d'entente du Conseil sur une question absolument prioritaire.

Pour assurer l'unité et obtenir les meilleurs résultats, les 15 membres du Conseil doivent tous pouvoir contribuer pleinement à ses travaux. Chacun d'entre nous a des centres d'intérêt et un éclairage qui peuvent apporter une valeur ajoutée. Nous ne sommes pas naïfs quant à la dynamique qui persiste entre les membres permanents et à la difficulté de parvenir à un consensus, mais nous considérons qu'une approche sans exclusive de la prise de décisions porte à un niveau aussi élevé que possible les chances d'assurer l'unité et d'avoir un Conseil qui parle d'une seule voix.

La Nouvelle-Zélande est favorable à ce que l'on étudie des moyens d'améliorer les pratiques du Conseil en matière de prise de décisions. Dans le cadre de notre présidence, nous avons encouragé des débats et des échanges de vues francs, sur une série de questions, y compris dans un cadre informel en dehors de l'ONU. Nous avons organisé début juillet un petit-déjeuner de travail pour les Représentants permanents et un autre débat informel au cours duquel nous avons encouragé les membres à parler librement de la prise de décisions au Conseil.

Dans la salle des consultations, outre le programme de travail prévu, nous pensons que les membres du Conseil doivent aborder les faits selon les besoins. Un des débats les plus dynamiques tenus depuis que nous siégeons au Conseil a porté sur le processus de nomination du Secrétaire général. Nous savons que les vues divergent au sein du Conseil, et c'est une des raisons pour lesquelles nous avons soulevé cette question.

Nous nous félicitons que le Secrétaire général ait lui-même informé les membres des dispositions qu'il allait prendre suite aux dernières allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Nous encourageons vivement le Secrétaire général à faire le point de questions très importantes de cette manière.

Un des aspects que nous avons observés en juillet et ce mois est l'importance des discussions tenues au titre du point « Questions diverses » – par exemple au sujet du Burundi et de la Guinée-Bissau. Certains de ces débats ont été organisés à l'initiative de membres du

Conseil, et du Secrétariat pour d'autres. Nous pensons que, dans les deux cas, le temps du Conseil est bien employé et qu'il s'agit d'un moyen de veiller à ce que le Conseil suive de près des situations. Ces échanges peuvent devenir des discussions de fond et s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à améliorer nos méthodes de travail. Il serait selon nous intéressant d'envisager des moyens d'utiliser au mieux le temps alloué aux « Questions diverses », et de renforcer la transparence quand des questions ont été abordées à l'avance.

Enfin, nous vous félicitons, Madame la Présidente, de votre présidence. Nous considérons que les travaux du Conseil ont été très bien conduits ce mois, et nous avons apprécié le ton et le caractère interactif des débats. Pour le mois à venir, nous souhaitons à la Fédération de Russie plein succès dans le cadre de sa présidence du Conseil.

M. Xu Zhongsheng (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine apprécie le rôle de direction joué par la Nouvelle-Zélande et le Nigéria durant leur présidence du Conseil de sécurité, en juillet et en août, respectivement.

S'agissant des travaux du Conseil de sécurité, j'axerai mon propos sur trois points.

Premièrement, concernant le Soudan du Sud, grâce aux efforts communs de tous les acteurs, y compris les membres du Conseil de sécurité, les parties au conflit au Soudan du Sud ont signé il y a quelques jours un accord de paix qui jette des bases solides pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays. Contribuant à l'action menée dans le cadre élargi de la configuration Autorité intergouvernementale pour le développement-Plus, la Chine s'est employée à faire progresser les pourparlers de paix par de multiples moyens et a encouragé les parties concernées à faire chacune la moitié du chemin. La Chine espère sincèrement que les parties au conflit au Soudan du Sud honoreront leurs engagements, parviendront à un cessez-le-feu, mettront fin aux violences et appliqueront l'intégralité de l'accord de paix. La Chine est prête à travailler avec toutes les parties pour appuyer activement le processus de paix du peuple sud-soudanais et à poursuivre ses efforts incessants en vue d'une paix et d'une stabilité durables au Soudan du Sud.

Deuxièmement, s'agissant de la Syrie, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2235 (2015) relative à la question des armes chimiques en Syrie (voir S/PV.7501) ainsi qu'une déclaration présidentielle (S/PRST/2015/15) sur le processus politique dans ce pays (voir S/PV.7504).

La Chine se félicite de ces réalisations. Elle considère depuis le départ que, pour ce qui est de la question syrienne, la communauté internationale doit adopter une démarche visant une solution politique, respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, respecter le droit du peuple syrien de décider de l'avenir de son pays et appuyer les efforts déployés par le peuple syrien pour faire avancer un processus politique s'appuyant sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). La Chine continuera d'appuyer énergiquement le processus politique syrien et les efforts de médiation déployés par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et par son Envoyé spécial, M. de Mistura, et de contribuer activement à une solution rapide, globale, durable et appropriée à la question syrienne.

Troisièmement, concernant des questions pertinentes relatives à l'Afrique, le Conseil de sécurité a récemment tenu de multiples séries de délibérations sur des zones dangereuses et des questions thématiques liées à l'Afrique inscrites à son ordre du jour. La Chine considère que la communauté internationale doit respecter les souhaits des pays africains et appuyer pleinement les efforts de paix de l'Union africaine et d'autres organisations régionales. Le Conseil de sécurité devrait s'employer en priorité à appuyer le rôle de l'Union africaine dans le règlement des problèmes régionaux. La Chine a toujours pensé que les défis et difficultés rencontrés par certaines régions africaines n'empêcheront pas l'Afrique d'avancer en définitive sur la voie de la paix, du développement et du progrès. Amie et partenaire infailible de l'Afrique, la Chine est prête à travailler avec les pays africains et la communauté internationale pour continuer de contribuer activement à la paix, au développement et à la prospérité de ce continent.

Enfin, la Chine tient à souhaiter plein succès à la Fédération de Russie qui s'apprête à assumer la présidence du Conseil le mois prochain. Nous sommes sûrs que sous sa direction avisée, les travaux du Conseil produiront des résultats positifs.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous vous remercions, Madame la Présidente, ainsi que toute la délégation nigériane, pour le brio avec lequel vous avez dirigé le Conseil de sécurité durant le mois d'août. Nous voulons également féliciter la Nouvelle-Zélande pour le travail accompli dans le cadre de sa présidence en juillet. À l'instar des autres orateurs, nous présentons nous aussi toutes nos condoléances suite

au décès du général brésilien, commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Nous avons bien travaillé ce mois-ci et accordé une grande attention au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord. Malheureusement la situation est telle, qu'il y a peu de raisons de se réjouir. La région reste en proie à l'instabilité. Les conflits sont partout, ils sont sanglants et les perspectives de règlement restent minces. En août, comme le veut la tradition, nous avons notamment abordé la question du conflit israélo-palestinien, dont la prolongation exacerbe les risques de tension et de radicalisation. L'instabilité dans la bande de Gaza est aggravée par l'absence d'unité intra-palestinienne.

Malheureusement la situation en Libye demeure elle aussi extrêmement problématique. Les violations flagrantes, par certains de ses membres, des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur la Libye en 2011 continuent d'avoir des effets très nuisibles voire tragiques. L'un d'entre eux est le récent afflux de migrants clandestins qui tentent de fuir le chaos en Libye et de rejoindre l'Europe. En dépit de l'optimisme prudent dont a fait part Bernardino León, le Représentant spécial du Secrétaire général, la semaine dernière (voir S/PV.7512), concernant les perspectives de voir aboutir les efforts en vue d'un règlement politique, il y a encore de nombreuses raisons d'être préoccupé. Plus l'État libyen restera ainsi en situation de déliquescence, plus les organisations terroristes, dont l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), tireront parti de la situation pour étendre leur présence en Libye.

Nous avons également discuté en détail du Yémen, où les affrontements violents se poursuivent et où la situation humanitaire reste très préoccupante. Quasiment chaque jour, des civils y perdent la vie. Hier encore, au moins 13 civils ont été tués au cours d'une frappe aérienne. Pour l'instant, on n'aperçoit aucune lumière au bout du tunnel. Nous demandons instamment la fin du bain de sang et la reprise d'un dialogue constructif sous les auspices de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed.

La question de la Syrie a une fois de plus occupé une place importante dans l'agenda du Conseil. Nous nous félicitons que le Conseil ait pu adopter une série de documents importants, notamment la déclaration présidentielle S/PRST/2015/15, qui est un texte de nature politique dans lequel le Conseil exhorte toutes les parties syriennes à s'associer d'urgence aux efforts diplomatiques de l'Envoyé spécial Staffan de Mistura.

Le 7 août, nous avons également adopté la résolution 2235 (2015), qui a créé le Mécanisme d'enquête conjoint chargé de faire la lumière sur l'utilisation de produits chimiques toxiques en Syrie. Nous espérons que ce mécanisme travaillera de manière professionnelle et impartiale. C'est particulièrement indispensable, étant donné que, comme l'ont montré les travaux du Conseil sur ce dossier, certains membres demeurent prêts à protéger les terroristes afin de satisfaire leurs propres objectifs politiques. Nous sommes vivement préoccupés par les informations récentes concernant le nombre croissant dans la région d'attaques à l'arme chimique par l'EIIL, qui utiliserait non seulement des produits chimiques tels que le chlore mais aussi des agents de guerre chimiques comme l'ypérite. Nous disposons d'informations selon lesquelles l'EIIL a eu accès à des documents techniques et à la compétence d'experts afin de produire des agents chimiques dans des laboratoires situés dans les territoires dont il a pris le contrôle. La nature et la portée de la menace que représentent des organisations terroristes telles que l'EIIL atteignent des niveaux inacceptables.

Ces derniers jours, juste après l'adoption de la résolution 2235 (2015) et la création du mécanisme d'enquête conjoint, des informations nous sont parvenues indiquant que l'EIIL utiliserait de plus en plus souvent des produits chimiques en Iraq. Il serait inacceptable et dangereux d'ignorer ces incidents. La délégation russe estime que le Conseil devrait adopter une résolution qui étendrait le mandat du mécanisme d'enquête conjoint à l'Iraq également. Nous avons déjà commencé à nous y atteler. Nous sommes convaincus que l'adoption d'une telle résolution est urgente, même si elle ne représente qu'une petite pierre à l'édifice du règlement des graves problèmes que connaît la région, qui ont pour résultat que plusieurs pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord voient aujourd'hui leur intégrité territoriale véritablement menacée. En effet, ces conflits qui se multiplient constituent un terreau propice à la prolifération des risques terroristes. Les combattants de l'EIIL tentent de prendre le contrôle de toujours plus de territoires.

Il est plus que jamais nécessaire de procéder à une analyse en profondeur de la nature des conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord afin de déterminer l'orientation que doit prendre notre action collective, laquelle doit respecter la Charte des Nations Unies. Nous devons trouver des dénominateurs communs et avoir une même compréhension des causes de la grave crise sécuritaire qui secoue actuellement la région et

des facteurs politiques et autres qui l'aggravent. C'est la seule manière pour la communauté internationale d'atteindre ses objectifs, c'est-à-dire prévenir la prolifération des conflits dans la région et endiguer la menace terroriste. Le Conseil de sécurité doit bien entendu jouer un rôle clef à cet égard. Le 30 septembre, nous prévoyons d'organiser une séance au niveau ministériel sur le thème du « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : le règlement des conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et la lutte contre la menace terroriste dans la région ». Nous espérons que sur la base des conclusions issues de cette séance, nous pourrions adopter une déclaration présidentielle du Conseil qui mettra l'accent sur la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour prévenir et régler les conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et proposera un ensemble de mesures possibles pour lutter contre les risques terroristes dans la région. Nous espérons que tous les États Membres seront représentés au plus haut niveau à cette séance. Nous pensons qu'il s'agit d'une question qui est particulièrement d'actualité, comme en attestent les travaux du Conseil durant le mois d'août, où nous avons essayé d'envisager un par un tous les problèmes complexes qui existent au Moyen-Orient. Il ressort clairement de cette expérience que seule une approche globale, solidement ancrée dans le droit international, sans deux poids, deux mesures et respectant les prérogatives du Conseil de sécurité, permettra de sortir la région de ce mauvais pas.

Enfin, nous voudrions remercier tous les membres du Conseil qui ont promis d'apporter leur appui à la présidence russe du Conseil de sécurité au mois de septembre.

M. Cherif (Tchad) : Je voudrais tout d'abord, à l'entame de mon intervention, adresser, au nom de la délégation tchadienne, nos condoléances les plus attristées à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, à l'ensemble des Nations Unies, au Gouvernement brésilien et à la famille éplorée suite au décès du général José Luiz Jaborandy Jr.

Ceci étant, Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre leadership, ainsi que toute votre équipe pour l'excellente présidence nigériane du Conseil pour le mois d'août. Je vous remercie également d'avoir programmé cette séance d'évaluation en application de la note S/2010/507. Le mois d'août a été très laborieux et toutes les séances prévues au programme du mois, ainsi que bien d'autres dictées par

les circonstances, ont pu être tenues convenablement. Nous nous en félicitons.

Nous notons avec satisfaction que le Conseil de sécurité sous la présidence nigériane a adopté par consensus la résolution 2235 (2015), créant le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'ONU, pour identifier les personnes ou entités utilisant dans le conflit syrien des armes et/ou produits chimiques, y compris le chlore et autres substances toxiques. Cette résolution est d'une importance capitale quand on sait que les populations civiles syriennes continuent de faire l'objet d'attaques au moyen de ces armes et substances prohibées.

Le Conseil a également adopté à l'unanimité la déclaration présidentielle du 17 août 2015 (S/PRST/2015/15), appuyant l'initiative de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, visant à parvenir à des négociations politiques autour de quatre domaines thématiques dans le cadre des groupes de travail correspondants. Les efforts de M. de Mistura doivent être soutenus sans réserve en vue d'amener les parties au conflit à cesser les hostilités et à s'engager dans un processus politique pacifique. Il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. Nous saluons l'adoption de cette déclaration présidentielle même si nous regrettons le manque de transparence qui a entouré l'élaboration du projet de ce document sans l'implication des membres non permanents du Conseil. À cet égard, nous partageons les préoccupations exprimées par certaines délégations par rapport à cette exclusion, et insistons sur la nécessité de la cohésion du Conseil au-delà du statut de ses membres, dont deux tiers tiennent leur mandat de l'Assemblée générale, un mandat donc légitime.

Au cours de ce mois, le Conseil de sécurité a aussi examiné le rôle des organisations régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales (voir S/7505). En effet, les organisations régionales sont les seules à même de répondre aux menaces multiformes à la paix et à la sécurité internationales. Nous estimons que l'Union africaine reste un partenaire stratégique qui mérite d'être appuyé. Nous pensons par ailleurs que les relations entre l'Union africaine et l'ONU n'ont pas encore atteint la dimension stratégique souhaitée, et soulignons la nécessité d'assurer à l'Union africaine, dont l'action est complémentaire à celle des Nations Unies, un financement plus durable, plus prévisible et plus souple.

L'épidémie de fièvre hémorragique Ebola a fait aussi l'objet d'un examen par le Conseil, le 13 août (voir S/PV.7502). Nous rappelons que cette épidémie qui a ravagé les trois pays les plus affectés, à savoir la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, a été une réelle menace pour l'ensemble de la planète vu qu'elle a touché aussi bien d'autres pays, même hors de l'Afrique. Nous nous félicitons de la mobilisation conséquente de la communauté internationale pour faire face à cette pandémie et invitons celle-ci à apporter tout l'appui nécessaire aux pays les plus touchés pour juguler les conséquences socio-économiques désastreuses sur leur développement.

Le Conseil de sécurité s'est également penché sur la question de la réforme du secteur de la sécurité dans les pays en situation d'après-conflit (voir S/PV.7508). Nous soulignons que l'appui de l'ONU à la réforme du secteur de la sécurité est indispensable, mais il doit prendre en compte l'appropriation nationale et les priorités du pays concerné, en fonction de ses besoins et de sa situation particulière. Aussi, le Conseil de sécurité doit-il améliorer son interaction avec l'Union africaine qui dispose déjà d'un cadre stratégique sur la réforme du secteur de la sécurité pour mieux aider les États africains.

Par ailleurs, nous notons que le Conseil a adopté une déclaration présidentielle sur le Soudan du Sud (S/PRST/2015/16) suite à la signature de l'Accord de paix par toutes les parties concernées. Le Tchad se félicite de la signature de cet accord et appelle toutes les parties signataires à le mettre en œuvre de bonne foi pour mettre un terme aux souffrances des populations sud-soudanaises.

La Libye, la Guinée-Bissau, la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, ont, entres autres, fait l'objet des réunions du Conseil en consultations.

La situation sécuritaire et humanitaire en Libye demeure une source de grande préoccupation et l'absence d'une solution à la crise politique et institutionnelle hypothèque non seulement l'avenir de ce pays, mais menace aussi la sécurité et la stabilité dans l'ensemble du Sahel à cause du terrorisme et des activités criminelles qui s'y développent. Nous appelons les Nations Unies à coopérer étroitement avec l'Union africaine et la Ligue des États arabes pour amener toutes les parties prenantes libyennes à s'inscrire durablement dans le processus politique en vue de faire taire les armes et de doter le pays d'un gouvernement d'union nationale.

La crise institutionnelle en Guinée-Bissau est aussi une source de grande inquiétude. La communauté internationale doit mettre tout en œuvre pour préserver le processus démocratique difficilement mis en route, ainsi que l'élan de relèvement socio-économique et des réformes nécessaires en cours pour la stabilisation durable du pays. À cet égard, nous appelons au respect de la Constitution, et soulignons la nécessité pour l'armée de se tenir en dehors de la crise.

La question palestinienne, comme d'habitude, est dans l'impasse sans qu'aucune lueur d'espoir ne soit donnée au peuple palestinien sous occupation. Nous réitérons que le statu quo n'est pas une option, et la communauté internationale doit assumer ses responsabilités pour trouver une solution, durable à ce conflit qui n'a que trop duré.

Pour finir, je voudrais, Madame la Présidente, réitérer nos félicitations à vous-même et à toute l'équipe du Nigeria pour l'immense travail abattu, la pertinence des thèmes abordés et l'excellente conduite des travaux du Conseil tout au long de ce mois. Je saisis cette occasion pour souhaiter plein succès à toute l'équipe de la Fédération de Russie pour sa présidence du Conseil au mois de septembre, et l'assurer du soutien de la délégation tchadienne.

M. Omaish (Jordanie) (*parle en arabe*) : Qu'il me soit permis à mon tour d'adresser mes condoléances suite au décès du Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. Qu'il me soit également permis, Madame la Présidente, de vous remercier, ainsi que votre équipe, pour le succès avec lequel vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité en ce mois d'août.

Je voudrais toutefois soulever les questions suivantes. La présidence nigériane s'est concentrée sur des questions sur lesquelles elle avait déjà mis l'accent lors de sa présidence antérieure du Conseil en avril 2014, s'agissant notamment de la réforme du Conseil de sécurité. Nous pensons que cela a effectivement contribué à assurer le suivi de cette question et a permis au Conseil de sécurité de jouer un rôle efficace et de veiller à la mise en œuvre effective des résolutions y afférentes. Nous espérons que cette méthode de travail pourra être reprise par ceux qui auront l'occasion de présider le Conseil à plusieurs reprises.

La complexité des conflits et les situations humanitaire, sécuritaire et politique de ces dernières décennies ont malheureusement amené notre région à

figurer en bonne place dans l'ordre du jour du Conseil sans que des progrès majeurs soient réalisés, notamment en qui concerne la question de la Palestine qui est au cœur du conflit au Moyen-Orient.

Encore une fois, nous réaffirmons la nécessité pour le Conseil de sécurité d'assumer sa responsabilité morale et légale de mettre tout en œuvre pour aider le peuple palestinien à exercer son droit légitime à vivre dans la liberté et la dignité dans un État indépendant.

S'agissant du conflit syrien, nous nous félicitons de la cohésion du Conseil de sécurité, comme le montre l'adoption d'une déclaration présidentielle importante (S/PRST/2015/15) appuyant les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, pour trouver une solution politique fondée sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), ainsi que l'adoption de la résolution 2235 (2015) portant création du Mécanisme d'enquête conjoint chargé de déterminer si des armes chimiques ont été utilisées en Syrie. Nous tenons toutefois à souligner que cette cohésion du Conseil ne se reflète pas uniquement par son adoption d'une déclaration présidentielle. Cette unité doit se refléter également dans les méthodes de travail du Conseil de sécurité, qui ont conduit à l'adoption de ces produits. Nous tenons en outre à souligner que le Conseil de sécurité ne doit pas se concentrer uniquement sur les questions politiques ou de sécurité liées à la crise syrienne. Il doit se pencher également sur les questions humanitaires, à la lumière de la grave détérioration de la situation humanitaire en Syrie et de ses graves répercussions sans précédent sur les pays voisins, qui découlent notamment de l'afflux de réfugiés syriens.

Il importe que le Conseil de sécurité reste informé de tous ces enjeux relatifs au Moyen-Orient. Nous estimons que les résolutions du Conseil de sécurité et les réunions tenues avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit ont permis aux membres du Conseil de sécurité d'en apprendre davantage sur le sort des civils en Syrie et en Iraq et sur les violations des droits de l'homme dans ces pays.

Pour terminer, je voudrais féliciter la délégation russe à l'occasion de son accession à la présidence du Conseil le mois prochain et l'assurer de notre plein appui et de notre entière coopération.

M. Marchesi Oyarzun (Espagne) (*parle en espagnol*) : À l'instar des autres délégations, je voudrais

exprimer nos condoléances à la suite du décès du Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), que j'ai eu l'honneur de connaître. J'adresse mes condoléances à la famille du général Jaborandy, au Brésil et à l'ensemble du personnel de la MINUSTAH. Madame la Présidente, je tiens à vous féliciter pour le brio avec lequel vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois d'août. Ce n'est pas toujours chose facile.

Je voudrais évoquer, en premier lieu, les relations entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale et les efforts que nous avons déployés pour les améliorer et, en deuxième lieu, relever les enseignements tirés de ces deux derniers mois, qui, à notre avis, sont de trois ordres.

S'agissant des relations avec l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité a déployé des efforts considérables, aussi bien sous la présidence néo-zélandaise que sous la présidence nigériane. Dans le cas de la présidence néo-zélandaise, il convient de mettre en exergue le débat très important sur la sélection du Secrétaire général, une question qui concerne non seulement le Conseil de sécurité, mais également l'Assemblée générale. Pour ce qui est de la présidence nigériane, je voudrais évoquer les efforts constamment déployés par la Présidente à la fin de chaque séance pour relever les points faisant l'objet d'un accord en vue de leur diffusion à la presse. Je pense qu'il s'agit d'un élément fondamental pour chaque présidence, et j'espère que nous pourrions faire de même quand ce sera le tour de l'Espagne d'assumer la présidence du Conseil. Les méthodes de travail revêtent une importance cruciale. Pour preuve, pendant sa présidence en octobre, l'Espagne entend organiser un débat sur les méthodes de travail. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Angola dans le cadre de la préparation de ce débat, et nous sommes confiants qu'il aboutira à des résultats très satisfaisants.

J'ai indiqué que j'allais évoquer les enseignements tirés de ces deux derniers mois. Le premier enseignement a trait à l'unité du Conseil, le deuxième aux efforts de prévention du Conseil et le troisième à l'importance de réagir face aux nouvelles menaces. S'agissant du premier enseignement, à savoir l'unité du Conseil, nombre d'autres orateurs l'ont évoqué avant moi. Je crois que sans l'unité du Conseil, il n'aurait pas été possible d'adopter quatre décisions cruciales : premièrement, l'accord nucléaire avec l'Iran; deuxièmement, la résolution 2235 (2015) sur la Syrie; et troisièmement, l'appui apporté à l'Envoyé spécial, M. de Mistura, par l'entremise de

la déclaration présidentielle S/PRST/2015/15. Enfin, je pense que l'accord concernant le Soudan du Sud n'aurait pas été possible si tous les membres du Conseil n'avaient pas été sur la même longueur d'onde.

Le deuxième enseignement concerne le rôle préventif du Conseil de sécurité. Je pense que nous pouvons être fiers de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles le Conseil a réagi aux crises émergentes. Je pense notamment à la crise en Guinée-Bissau, au processus électoral au Burkina Faso ou à la question du Myanmar. Je n'ai pas besoin de rappeler l'importance cruciale de la fonction préventive du Conseil si nous voulons préserver notre crédibilité.

Enfin, je voudrais parler de l'importance qu'il y a à continuer de faire preuve d'innovation et de réagir aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité. S'agissant de cette innovation, je voudrais citer en guise d'exemple les efforts menés par l'Espagne sur les changements climatiques en recourant à la formule Arria, ce qui n'était pas courant au Conseil de sécurité, ou le débat public que la Nouvelle-Zélande a eu l'honneur d'organiser sur les petits États insulaires en développement. Je pense que le Conseil de sécurité devrait être un peu en avance sur son temps et s'attaquer résolument à ces nouvelles menaces.

Aujourd'hui, je voudrais me concentrer sur les 60 derniers jours. Je pense que le fait que pour la première fois de son histoire, le Conseil se soit penché sur la vulnérabilité particulière des personnes appartenant au groupe des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres représente un succès sans précédent. Autre point important, le Conseil a débattu de la violence sexuelle en période de conflit, en soulignant comment elle continue de se transformer en tactique de guerre, en particulier dans certaines crises comme en Syrie ou en Iraq.

L'Espagne accordera une attention toute particulière à ces nouvelles menaces. Dans ce contexte, en collaboration avec la délégation britannique, nous nous efforcerons désormais de porter une attention particulière à l'importante résolution 1325 (2000) et à ses multiples aspects, qui n'ont pas tous été suffisamment exploités ou analysés par les membres du Conseil et de l'Organisation dans son ensemble.

Je voudrais clore mon intervention en assurant la présidence russe de mon plein appui et en félicitant la présidence nigériane. En toute honnêteté, je pense que chaque présidence donne le meilleur d'elle-même et

que s'agissant des méthodes de travail, nous apportons tous une pierre à cet édifice solide que nous essayons de construire en conjuguant nos efforts.

M^{me} Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Madame la Présidente, en ce dernier jour de votre présidence, je tiens à vous remercier pour la sagesse avec laquelle vous avez dirigé les travaux du Conseil pendant le mois d'août. Ma délégation voudrait également s'associer aux condoléances qui ont été adressées à la famille du Commandant de la Force de la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti, suite à son décès tragique, et à tous ceux qui l'ont connu et qui ont été touchés par sa disparition.

Je voudrais aborder deux questions thématiques, qui portent sur les activités du Conseil en juillet et en août : l'aspect prévention et l'aspect respect du principe de responsabilité. Alors que les travaux du Conseil sont souvent limités par les cycles de mandats et que la plupart des débats publics que nous organisons portent sur un certain nombre de questions importantes, le débat public (voir S/PV.7499) organisé par la Nouvelle-Zélande sur les menaces contre la paix et la sécurité auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID) a été, à mon avis, une bouffée d'air frais. Nous espérons que le Conseil poursuivra son engagement en faveur des PEID en ce qui concerne les problèmes spécifiques de sécurité auxquels ces pays sont confrontés. Nous espérons qu'il y aura un suivi et que le Conseil ne laissera pas passer cette occasion rare de mener une action préventive s'agissant des enjeux cruciaux tels que la gestion des effets des changements climatiques, les déplacements causés par les phénomènes climatiques et le trafic des armes légères et de petit calibre.

À mon avis, il est plus urgent que jamais de mettre davantage l'accent sur la prévention. Le fait que le Conseil suive de près la situation en Guinée-Bissau, au Burundi, au Burkina-Faso et au Myanmar va dans ce sens. Même si tous nos signaux n'ont pas été bien accueillis par les acteurs politiques sur le terrain, du simple fait qu'il suit de près ces situations, le Conseil est mieux placé pour réagir rapidement et efficacement, le cas échéant. Toutefois, cela ne suffit pas. Le Conseil doit tirer davantage parti des occasions qui s'offrent, et il convient de prendre des mesures plus importantes en matière de prévention, d'une manière générale. Je me réjouis à la perspective d'un examen plus approfondi de cette question par toutes les présidences jusqu'à la fin de l'année en cours, et au-delà. Même si nous ne siégeons

plus au Conseil de sécurité en 2016, il va de soi que la Lituanie suivra avec beaucoup d'intérêt les questions liées à la prévention.

Au début de ce mois, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 2235 (2015) portant création du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui sera chargé d'identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique en Syrie. Il s'agit là d'un pas important, mais ce n'est qu'un premier pas sur la voie de l'application du principe de responsabilité dans ce pays. Cela est indispensable si nous sommes réellement déterminés à mettre fin à l'utilisation d'armes chimiques, partout et une fois pour toutes. Nous remercions le Secrétaire général de ses recommandations concernant la mise en place du Mécanisme et exhortons le Conseil à apporter son plein appui à cet organe et à ses activités.

Nonobstant ce mécanisme particulier, force est de constater que l'impunité règne ailleurs, et l'exposé qu'a fait la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Bangura, sur la question des violences sexuelles commises au Moyen-Orient (voir S/PV.7428) nous l'a rappelé dans les termes les plus vifs. On ne peut reporter à plus tard la justice et l'application du principe de responsabilité, parce que pour bon nombre de victimes, « plus tard » pourrait ne jamais arriver. La lutte contre l'impunité est d'une importance cruciale, qu'il s'agisse de la Syrie, du Darfour, du Soudan du Sud, de la République centrafricaine, de l'Iraq, du Yémen ou de toute autre zone de conflit où des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des violations graves du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme sont commis. Amener les auteurs de ces crimes, quels qu'ils soient, à répondre de leurs actes contribuerait à la réconciliation et à l'apaisement, jetterait des bases plus solides pour la paix et ferait en sorte que justice soit rendue aux victimes. Qui plus est, cela enverrait un message ferme de dissuasion à tous les violeurs, pillards et meurtriers potentiels.

À cet égard, ma délégation a été profondément déçue par le résultat des votes, en juillet dernier, sur les projets de résolution concernant Srebrenica et la création d'un tribunal international sur la destruction du vol MH17 de la Malaysia Airlines. Opposer un veto à des résolutions portant sur la question de la justice et de l'obligation de rendre des comptes est un affront à la mémoire des victimes de ces crimes et à la douleur de leur famille. Cela envoie également un message erroné

aux conséquences dangereuses concernant la façon dont nous traitons les questions de responsabilité et d'impunité.

D'autre part, la situation que nous avons connue au mois de juillet avec ces deux veto ne fait que mettre en évidence l'urgente nécessité de réfléchir à l'exercice du droit de veto au sein du Conseil. D'autres délégations en ont parlé aujourd'hui avant moi. Nous nous félicitons que la présidence néo-zélandaise ait organisé une discussion informelle à ce sujet en juillet. La Lituanie appuie de telles initiatives, la déclaration politique concernant la suspension du droit de veto en cas d'atrocités à grande échelle qui a été présentée par la France et le Mexique, ainsi que les discussions sur un code de conduite établi par le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence.

En ce qui concerne l'application du principe de responsabilité, il va sans dire que le Conseil doit continuer de s'attaquer fermement au problème de l'exploitation et des abus sexuels commis par les soldats de la paix. Si l'on ferme les yeux sur ces exactions, la crédibilité des opérations de maintien de la paix et de l'Organisation des Nations Unies continuera d'être remise en cause. Bien sûr, le problème n'a pas commencé avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Il réapparaît de temps à autre. Rappelons-nous qu'en 2006, l'ancien Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, avait dit, à la suite d'un scandale d'exploitation sexuelle en République démocratique du Congo,

« Nous déshonorons ces hommes et ces femmes courageux si nous n'empêchons pas, ou ne punissons pas, ceux qui dans leurs rangs s'en prennent aux personnes que ces soldats de la paix sont censés protéger et servir. » (S/PV.5379, p. 3)

Plusieurs milliers de soldats de la paix ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions au cours des années, ne l'oublions pas. Les missions de maintien de la paix sont de plus en plus complexes et dangereuses, et un grand nombre de soldats de la paix et de personnel civil opèrent dans des conditions très difficiles, dont j'ai eu un aperçu moi-même, la semaine dernière, lors de ma visite en République centrafricaine. Servir dans de telles conditions exige de l'endurance et de la détermination. Il est, par conséquent, impératif que justice soit rendue, dans l'intérêt des milliers de soldats de la paix et personnels des missions qui servent avec dévouement, en poursuivant de toutes nos forces ceux qui ont utilisé à mauvais escient la mission de maintien

de la paix en transformant son rôle de protecteur en un rôle de prédateur. Si l'Organisation des Nations Unies ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour engager des poursuites pour les crimes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des soldats de la paix, elle peut assurément faire davantage pour promouvoir un climat de responsabilité d'autres façons, notamment en créant une culture de responsabilité généralisée et durable du sommet à la base et de la base au sommet.

Nous nous félicitons de la position ferme que le Secrétaire général a prise en la matière, et nous espérons qu'une politique de tolérance zéro, que nous prônons si souvent, deviendra bientôt une réalité plutôt que de belles paroles. Nous espérons également que le Conseil n'aura plus à débattre d'actes honteux commis par des soldats de la paix dans 10 ans.

M. Casimiro (Angola) (*parle en anglais*) : Nous saisissons également cette occasion pour nous associer aux autres membres du Conseil pour présenter nos sincères condoléances au Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et au Gouvernement et au peuple brésiliens à la suite du décès du Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Je tiens tout d'abord à féliciter la délégation nigériane d'avoir assuré la présidence du Conseil de sécurité avec efficacité et de manière fructueuse au mois d'août. Nous avons continué à être confrontés à des défis de taille durant le mois dernier, et je tiens à vous féliciter, M^{me} Ogwu, du calme et du professionnalisme dont vous avez fait montre dans la conduite des travaux du Conseil au cours du mois qui vient de s'écouler.

Durant la séance récapitulative d'aujourd'hui, je voudrais concentrer ma déclaration sur le débat public consacré aux organisations régionales et les défis contemporains en matière de sécurité mondiale (voir S/PV.7505), ainsi que sur la réunion d'information qui a suivi sur la réforme du secteur de la sécurité (voir S/PV.7508). Comme nous l'avons mentionné au cours du débat sur le rôle des organisations régionales, le renforcement de la coopération mondiale, continentale et régionale est indispensable pour l'instauration de la paix et de la sécurité internationales et pour la réalisation du développement durable. Nous sommes tous conscients du fait que les questions de sécurité ne peuvent être traitées par une seule organisation, surtout en Afrique. La Somalie représente un exemple de collaboration fructueuse, tandis qu'au Soudan du Sud, il reste encore beaucoup à faire.

La capacité d'un Conseil de sécurité uni à endosser ses lourdes responsabilités pourrait être grandement renforcée si nous avions de meilleurs arrangements avec les organisations régionales. Par conséquent, la poursuite et le renforcement de la collaboration, des échanges et de la concertation entre l'ONU et les organisations régionales, telles que l'Union africaine, sont essentiels pour avoir une compréhension commune des causes premières des conflits et pour mettre en place des mécanismes de prévention et d'intervention idoines. Les efforts visant à renforcer les capacités à long terme ainsi que les capacités de réaction rapide pour contrer les menaces nouvelles en Afrique sont indispensables, notamment l'opérationnalisation de la Force africaine en attente de l'Union africaine. Cela permettrait de renforcer les capacités de règlement des conflits sur le continent et d'appuyer plus encore les opérations des Nations Unies.

En 2013, l'Union africaine a lancé le processus visant à créer un mécanisme de mise en œuvre de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises. Ses aspects techniques n'ont pas encore été pleinement définis, mais nous pensons qu'avec l'appui des États africains et des États Membres de l'ONU, ce mécanisme pourrait jouer un rôle important dans les efforts qui sont déployés pour contrer les menaces actuelles et futures à la paix et à la sécurité internationales. À ce jour, les menaces que représentent les combattants terroristes étrangers, l'insécurité maritime, le crime organisé, les migrations illégales, les changements climatiques et les questions liées à l'énergie, entre autres, nous ont montré que notre objectif premier doit demeurer le renforcement des organismes régionaux, qui sont à même de traiter de ces problèmes.

Parmi les éléments fondamentaux du développement durable, figurent la réforme du secteur de la sécurité fondée sur l'appropriation nationale, et l'exigence qu'un cadre juridique pour le renforcement des capacités nationales soit mis en place en coopération avec l'Organisation des Nations Unies.

Si certaines réformes du secteur de la sécurité ont été couronnées de succès, comme au Timor-Leste, au Libéria et en Sierra Leone, il y a encore trop d'États dotés de structures de sécurité précaires qui peuvent mettre en péril la sécurité et la stabilité de leurs voisins. À cet égard, nous nous félicitons de la signature, le 26 août, par le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, de l'accord pour régler le conflit dans ce pays. Nous pensons que le Conseil de sécurité doit rapidement

mettre à jour le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud afin d'appuyer la mise en œuvre de certaines des tâches clefs de l'accord. Nous saluons les travaux accomplis par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), ainsi que les initiatives récemment étendues de l'IGAD-Plus, lancées notamment par l'ONU et les amis du Soudan du Sud en Afrique comme à l'étranger, pour développer et parachever un règlement global créant les conditions nécessaires pour instaurer la paix au Soudan du Sud.

Dernier point, mais non des moindres, nous devons régler la situation au Moyen-Orient, qui continue d'être minée par l'aggravation des conflits. Les groupes associés à Al-Qaida, tels que Daech, continuent de propager leur idéologie extrémiste violente et d'étendre leurs agissements dans toute la région. En Syrie, par exemple, le Conseil n'est pas parvenu à faire en sorte que les parties en guerre s'accordent sur les différents éléments d'un règlement politique. Face à la destruction des systèmes éducatifs et de santé et d'autres services de base, il nous faut nous demander combien d'enfants traumatisés seront recrutés par les groupes radicaux. Il est donc important non seulement de continuer à appuyer les efforts humanitaires qui visent à acheminer l'aide aux millions de personnes dans le besoin, mais également d'encourager la quête d'un règlement politique de ce conflit prolongé. Nous réaffirmons notre disposition à œuvrer avec les partenaires internationaux pour élaborer de nouvelles stratégies visant à affronter l'extrémisme violent dont souffrent tant de civils, notamment des femmes et des enfants, ainsi que des minorités religieuses et ethniques dans toute la région.

Enfin, nous devons continuer d'œuvrer pour que prévale l'unité au sein du Conseil, afin de promouvoir de véritables solutions politiques durables pour régler nombre des conflits qui menacent actuellement notre paix et notre sécurité collectives.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en tant que représentante du Nigéria.

Je tiens moi aussi à me joindre à ceux qui ont exprimé leurs condoléances suite au décès du général José Luiz Jaborandy Jr, du Brésil. En tant que Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, il a fait preuve d'un leadership avisé et a apporté une contribution majeure à la réalisation du mandat de la Mission.

Je voudrais que le Conseil remonte le temps avec moi, jusqu'en 1599, lorsque Shakespeare, dans la pièce *Jules César*, a écrit que « l'œil ne se voit pas lui-même; il lui faut son reflet ». Aujourd'hui, en 2015, rien n'a changé. Ma délégation estime que réfléchir périodiquement aux travaux du Conseil de sécurité peut contribuer sensiblement à façonner ou modifier sa réponse aux questions qui relèvent de sa compétence. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons tenu la présente séance récapitulative en public.

En juillet, la présidence néo-zélandaise du Conseil s'est montrée aussi novatrice qu'audacieuse. La Nouvelle-Zélande a mis en place un socle permettant de débattre de questions qui ne sont pas habituellement inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Nous la remercions de nous avoir fourni de précieux points de départ.

Durant notre présidence, nous avons cherché à appeler l'attention sur trois questions clefs, dont nous considérons non seulement qu'elles sont importantes dans le contexte contemporain, mais également qu'elles sont intimement liées et interdépendantes. Nous avons convoqué une séance d'information pour examiner l'action internationale contre l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola (voir S/PV.7502); une autre séance d'information visait à donner des applications pratiques à la résolution 2151 (2014), toute première résolution intégralement consacrée à la réforme du secteur de la sécurité (voir S/PV.7508); et un débat public (voir S/PV.7505) a été consacré au rôle des organisations régionales et sous-régionales face aux défis contemporains en matière de sécurité mondiale.

Je tiens à féliciter le Conseil de l'attention ciblée qu'il a accordée à la séance sur l'Ebola. Nous pensons que cette dernière a été l'occasion de mettre en lumière les rôles joués par les diverses parties prenantes pour mobiliser une réponse mondiale rapide, coordonnée et durable face à l'épidémie de la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Pour reprendre les paroles de Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, « le monde a tiré les leçons de son expérience de l'Ebola » (S/PV.7502, p. 3). Nous espérons que nous saurons utiliser ces leçons pour améliorer collectivement notre réponse face aux pandémies futures. De notre point de vue, le débat a réussi à souligner la nécessité de maintenir l'engagement auprès des pays les plus touchés par le virus. Tandis que le monde s'efforce de réduire à zéro le nombre de nouveaux cas d'Ebola, la communauté internationale doit rester vigilante et

veiller à entretenir l'appui technique, opérationnel et financier accordé aux pays touchés.

S'agissant de la réforme du secteur de la sécurité, nos délibérations ont affirmé que la mise en œuvre réussie de la résolution 2151 (2014) dépendrait en définitive d'une meilleure coordination des efforts au sein du système des Nations Unies comme entre l'ONU et les parties prenantes concernées. C'est aux États qu'incombe la responsabilité principale d'assurer leur propre sécurité, au sein de leurs frontières. Ils doivent donc s'efforcer de mobiliser les moyens politiques nécessaires afin de faciliter l'appui externe requis pour atteindre les objectifs spécifiques de la réforme du secteur de la sécurité.

Le débat consacré aux organisations régionales a souligné qu'il était important de tirer parti des avantages relatifs de l'ONU et des organisations régionales et sous-régionales dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les organisations régionales ont fait la preuve de leur pertinence par la diplomatie préventive, la médiation et d'autres efforts collaboratifs. Des connaissances régionales spécialisées, qui sont inestimables en matière de règlement de conflit, peuvent être fournies par les organisations régionales puisqu'elles disposent d'une connaissance profonde des acteurs régionaux et sont mieux sensibilisées aux facteurs locaux, historiques ou culturels. À mesure qu'évoluent les stratégies visant à insister davantage sur le rôle des organisations régionales et sous-régionales, il est très important de faire régulièrement le point sur les options dont nous disposons afin d'attribuer un rôle plus central à ces entités. Je voudrais féliciter les États Membres qui ont pris part à ce débat public. Je crois que leurs contributions ont particulièrement enrichi notre débat.

Le principe fondamental qui a présidé à nos débats thématiques ce mois-ci souligne l'impératif d'une action collective dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les États doivent collaborer avec les régions, lesquelles doivent à leur tour collaborer avec l'ONU. Le Nigéria trouve profondément préoccupants les incidents survenus récemment dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. L'exposé présenté par le Secrétaire général le 13 août sur les allégations d'exploitation et de sévices sexuels perpétrés par des soldats de la paix dans ce pays était particulièrement édifiant. La réponse du Conseil a mis en exergue la nécessité impérieuse de faire en sorte que

les opérations de maintien de la paix des Nations Unies respectent les normes de conduite les plus strictes. Nous devons apporter au Secrétaire général un appui inébranlable dans le cadre de l'enquête qu'il conduit sur ces allégations. Nous comptons sur les pays qui fournissent des contingents et des personnels de police pour qu'ils apportent leur concours à ce processus d'enquête.

À mesure que nous nous penchons sur les foyers de tensions en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie – en Birmanie, par exemple, comme nous l'avons fait vendredi –, il apparaît clairement que le processus d'édification de la nation est grandement entravé par le sectarisme et les divisions ethniques. C'est l'exclusion qui, souvent, engendre la discorde et le conflit. Mon expérience est que, face à ces conflits, nous avons tendance à employer une approche consistant à éteindre l'incendie. N'est-il pas possible que le Conseil élabore un outil méthodologique voire un cadre contextuel dans lequel nous pourrions tous regrouper les caractéristiques de ces conflits et offrir ainsi les meilleures chances d'y apporter des solutions stratégiques? Cela est-il possible?

Mais surtout, je voudrais inviter instamment le Conseil à établir solidement ce que j'appelle souvent la relation de cause à effet qui existe entre la terrible situation humanitaire que nous rencontrons dans les zones de conflit et le processus politique. Oui, nous avons raison – et M. O'Brien a présenté de multiples exposés au Conseil ce mois-ci – de conférer un caractère d'urgence aux questions humanitaires. Mais si nous continuons à ne pas nous entendre sur ce qui provoque une crise humanitaire, je ne pense pas que le succès sera au rendez-vous. Nous devons traiter ensemble les symptômes aussi bien que les causes. Or nous avons tendance à traiter les symptômes plutôt que les causes. Il nous faut absolument nous attaquer aux causes premières des conflits.

Je voudrais conclure comme j'ai commencé, en offrant à la réflexion la sagesse de Shakespeare. Sur la question de l'unité face aux crises politiques, dans l'acte I, scène I de la deuxième partie du *Roi Henri VI*, Shakespeare dit : « Unissons-nous ensemble, pour le bien public ».

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Avant de lever la séance, puisqu'il s'agit de la dernière prévue au programme du Conseil pour le mois d'août – du moins je l'espère –, je voudrais exprimer

la sincère gratitude de la délégation nigériane aux membres du Conseil de sécurité, en particulier les Représentants permanents et leurs équipes respectives, ainsi qu'au secrétariat du Conseil, pour tout le concours qu'ils nous ont apporté. Contre toute attente, ce fut un mois très chargé, au cours duquel nous avons pu dégager un consensus sur diverses questions relevant de notre compétence. Nous n'aurions pas pu le faire seuls et, Dieu merci, nous n'avons pas été tout seuls. Sans l'ardeur au travail, l'appui et la contribution positive de chaque

délégation et des représentants du Secrétariat, ainsi que des préposés aux services de conférence compétents, la tâche aurait été bien difficile.

Alors que notre présidence s'achève à minuit, je sais que je me fais l'interprète de tous les membres du Conseil en souhaitant bonne chance à la délégation russe qui assumera la présidence pour le mois de septembre.

La séance est levée à 11 h 55.